

41 p. 100 de la population n'avaient, en 1961, aucune assurance contre la maladie, et quelque trois millions avaient une assurance d'un niveau jugé bien insuffisant. Voilà la situation après 35 ans de labeur de la part des particuliers qui veulent s'assurer librement et des compagnies d'assurance commerciale.

En examinant le coût du programme, nous devrions toujours nous rappeler que les dépenses seront simplement transférées du secteur privé au secteur public de l'économie. On a estimé que le coût total supplémentaire pour assurer une application complète et universelle atteindrait, selon des milieux divers, de 60 à 90 millions de dollars. Au sein d'une économie de 55 milliards de dollars, cela ne devrait pas être considéré comme une tension intolérable, quelque effort d'imagination que l'on puisse faire. La plus grande partie de ce coût représente simplement les gens qui ne peuvent se payer de soins médicaux à l'heure actuelle.

On nous demande de songer au fait que l'assurance frais médicaux va susciter des exigences excessives en fait de services. Il est tout probable que nous ferons face à une accumulation de cas durant les premiers mois de l'inauguration du programme, et il faudra d'une façon ou d'une autre s'en occuper avant tout le reste. L'établissement d'une priorité de ce genre relève, à proprement parler, des médecins eux-mêmes. Ils doivent voir à ce que les malades soient traités selon leurs besoins et non selon leurs moyens financiers. Les hypocondriaques dans l'aisance monopolisent depuis trop longtemps, peut-être, l'attention du monde médical.

Bien sûr, je partage presque entièrement l'opinion de M. Manning lorsqu'il exhorte le gouvernement à affecter plus d'argent à la recherche. Mais je m'oppose énergiquement à son quatrième point dans lequel il exprime la crainte que les sommes affectées aux recherches à long terme seront assujetties à l'opportunisme politique qui favorise l'expansion de services immédiats qui revêtent plus d'importance aux yeux des électeurs.

Il est vrai que nous avons du retard sur l'étranger dans le domaine de la recherche. Lorsque M. Manning dit qu'il faudrait consacrer au moins 100 millions par année à cette fin, je me réjouis de sa largeur de vue. Nous pourrions nous contenter de beaucoup moins, car, à l'heure actuelle, les déboursés prévus par le gouvernement s'élèvent à 90c. par tête au regard de \$6.50 par tête aux États-Unis. Voilà ce qui provoque l'exode des élites du Canada vers les États-Unis où l'on a de l'argent pour entreprendre des recherches et pour mener les programmes à bonne fin.

J'ai entendu à la radio, ce matin, qu'un médecin de Chicago du nom de Huggins avait

[M. Howe (Hamilton-Sud).]

reçu le prix Nobel de médecine pour les travaux de recherche qu'il avait effectués à l'Université de Chicago. Il s'agit d'un Canadien de naissance et d'un homme de science qui a fait ses études au Canada. Il a reçu une médaille pour les travaux qu'il a accomplis aux États-Unis et je suppose qu'il s'est rendu dans ce pays pour y effectuer les travaux en question parce que dans notre pays nous ne consacrons pas assez d'argent à la recherche.

M. Manning est, sans aucun doute, déçu comme je le suis moi-même que l'on se propose de freiner le taux d'augmentation des crédits pendant la prochaine année financière. Ce n'est pas de cette manière qu'on améliorera le climat de la recherche, amélioration qui est absolument nécessaire si nous voulons disposer d'un personnel enseignant suffisant dans nos facultés médicales, en voie d'extension dans tout le pays. Ce ne sera que lorsque nous serons en mesure d'attirer des hommes de science pour enseigner dans ces facultés que nous serons assurés qu'un nombre suffisant de nouveaux médecins sortiront chaque année de nos facultés.

● (9.40 p.m.)

Qu'il me soit permis de citer un cas régional. Dans la ville d'Hamilton, l'Université McMaster a entrepris de créer une faculté de médecine qui, espère-t-on, pourra ouvrir ses portes en 1969, et sera nanti d'installations modernes. Elle possède l'argent pour construire ces installations. Il y a des étudiants en pré-médecine qui préparent présentement leur baccalauréat en sciences à cette université. Celle-ci a des idées assez avancées concernant la formation des étudiants. La réduction des fonds destinés à la recherche fait craindre que cette université n'ait pas un personnel assez nombreux pour enseigner aux étudiants en médecine qui autrement auraient les installations suffisantes qui leur permettraient de terminer leurs études conformément à un programme tout à fait nouveau —que je n'aborderai pas—un programme intensif qu'on a vivement recommandé. Ce régime réduit le cycle des études. En fait, l'université le réduit de quatre à trois ans et aussi les vacances d'été à deux semaines au lieu de la période habituelle de quatre ou cinq mois.

Des professeurs d'une si haute compétence ne seront jamais tentés de venir au pays ou d'y rester, à moins qu'on fournisse de façon permanente de meilleures installations de recherche. Autrement dit, monsieur l'Orateur, les chercheurs veulent la garantie que des fonds seront consentis pour leur permettre de poursuivre le programme qu'ils ont commencé plutôt que d'être ensuite déçus par le manque de fonds. Je le répète, la réduction du taux d'augmentation qu'on prévoit repré-